

INFORUM

Bulletin d'Information de l'Association Générale des Cadres asbl affiliée à la C.G.F.P.

Juillet 2005 - N° 41

30 Joer A.G.C.



L'AGC fête ses 30 ans

Trente ans déjà pour les uns, les anciens sans doute, trente ans seulement pour les autres, les plus jeunes, qui souvent ont l'impression que leur association syndicale existe depuis toujours. L'histoire syndicale dans la Fonction publique a été marquée par des débuts difficiles et mouvementés, dus surtout au manque de solidarité entre les différentes carrières et groupes de fonctionnaires syndiqués au niveau de leurs administrations respectives. Au niveau des administrations et services de l'Etat, le caractère amical des associations syndicales faisait part égale avec le caractère syndical. Les revendications salariales étaient disparates, isolées, trop souvent malmenées par le pouvoir politique, de sorte que le mouvement syndical dans la Fonction publique était à la limite de l'insignifiance. En 1967 la constitution de la CGFP sous sa forme actuelle a résolument mis fin à l'éclatement de la scène syndicale dans la Fonction publique.

En ce qui concerne les rédacteurs au service de l'Etat, les hostilités ayant existé jusque-là parmi les cadres fonctionnaires, ont finalement abouti à la volonté affichée par les représentants de la carrière, d'abandonner les querelles mesquines et d'unir leurs forces dans une nouvelle association. Des fonctionnaires clairvoyants et courageux ont réussi à réunir deux associations fondatrices de la CGFP pour donner naissance à l'AGC.

Le 8 juillet 1975, l'Association générale des cadres est née de la fusion de l'Association luxembourgeoise des cadres fonctionnaires (ALCF) et de l'Entente des cadres (EDC). La première regroupait les fonctionnaires

des administrations les plus diverses, tandis que l'Entente des cadres rassemblait surtout des fonctionnaires des Contributions et accises ainsi que de l'Enregistrement.

La nouvelle structure, sous le nom d'AGC, a permis d'être plus organisée, plus dynamique et donc plus efficace dans l'action syndicale. Ce qui n'a pas changé pourtant, c'est le fait que les associations syndicales des grandes administrations ont continué à former majoritairement les bureaux exécutifs qui se sont succédés. Les statuts, mais surtout le nombre de leurs membres y sont pour quelque chose.

Du point de vue du succès syndical de l'AGC, le bilan est mitigé, car en matière de formation de base des rédacteurs, les revendications de l'AGC n'ont guère changé tout au long de son existence. C'est triste, mais pas désespérant. Si les statuts des associations fondatrices ne se limitaient pas seulement aux intérêts professionnels et matériels de leurs membres, mais avaient également pour objet de relever le prestige des fonctionnaires-cadres et de propager la camaraderie, les statuts de l'AGC misent d'avantage sur le syndicalisme proprement dit. Toutefois les représentants successifs de l'AGC ont toujours su rallier l'amical et le syndical.

A l'heure actuelle, il n'est pas étonnant que le volet syndical prédomine. La société de la connaissance dans laquelle nous vivons, demande toujours plus de formation pour relever le défi du service public efficace. La concurrence européenne, voire mondiale, se fait sentir à tous les niveaux de notre société. Avec quel argument refuserait-on une extension de la formation des

rédacteurs au service de l'Etat, à un moment où des échéances nouvelles s'annoncent dans le cadre de l'Université du Luxembourg.

Un autre problème auquel l'AGC est confrontée à l'heure actuelle c'est le désengagement, le manque d'appui et d'adhérence, surtout de la part des jeunes fonctionnaires. Faut-il répéter aux jeunes, que les délégués syndicaux des différentes administrations publiques s'engagent dans leurs syndicats respectifs pour améliorer le bien-être des agents publics au niveau de leurs administrations d'attache. L'AGC quant à elle, regroupe les délégués des associations sectorielles, pour s'occuper des problèmes relatifs à

la carrière du rédacteur. Tout comme leurs prédécesseurs, ils mènent le discours syndical du moment avec ténacité et persévérance.

Le 30^e anniversaire de l'AGC est l'occasion pour rendre hommage aux fondateurs et à tous ceux qui depuis ont remis le flambeau à d'autres dans les comités successifs, pour perpétuer l'action syndicale, dans l'intérêt des rédacteurs.

Fernand Muller,
président



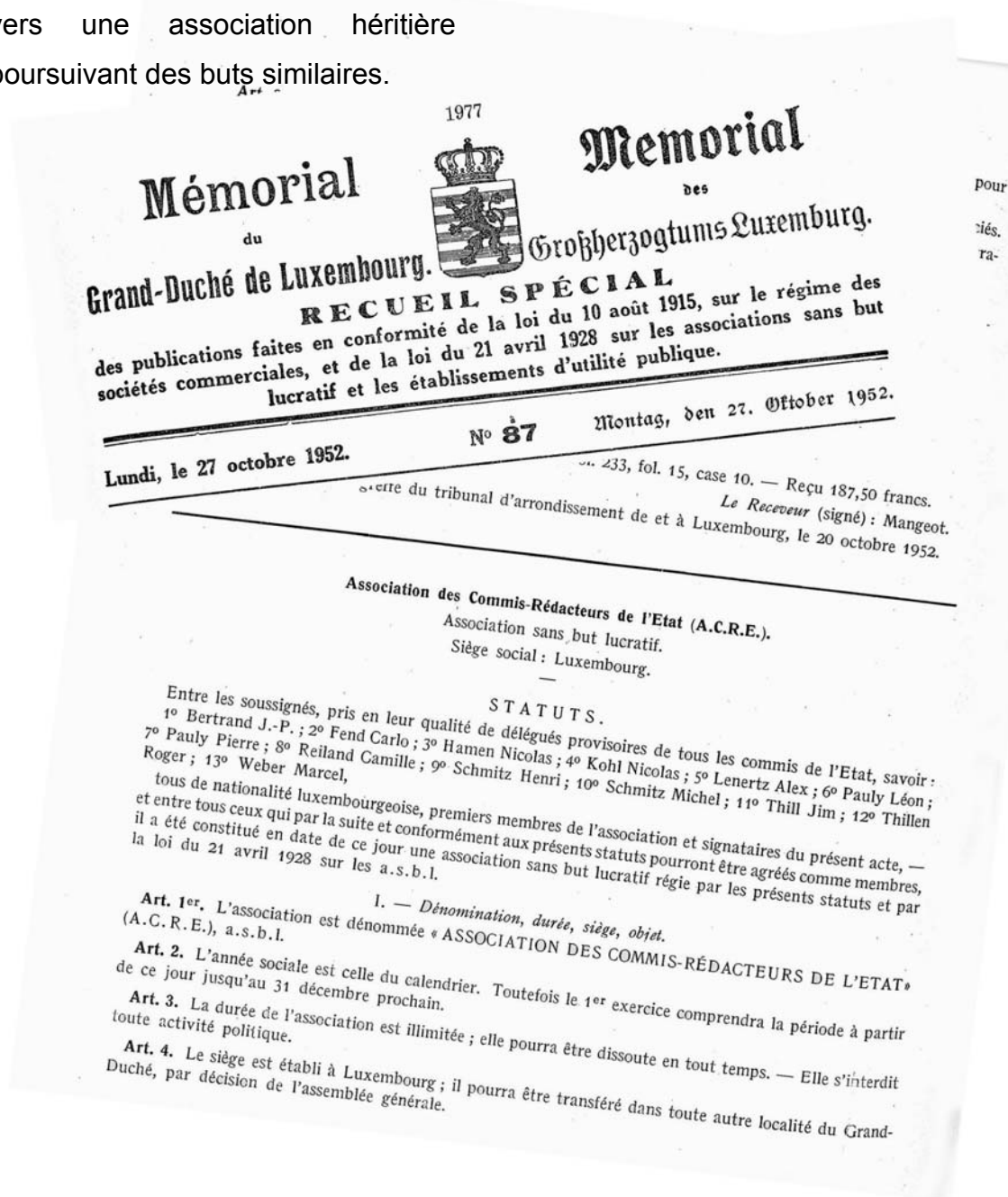
L'AGC vient d'organiser récemment une soirée amicale en l'honneur de Pierre Trausch, membre fondateur et premier secrétaire général de l'AGC, membre de l'actuel comité de l'AGC, ainsi que vice-président sortant de la CGFP.

Syndicaliste à part entière, Pierre a toujours fait preuve d'un engagement exceptionnel sur le plan syndical national et international, tout en gardant une discrétion qui lui est caractéristique.

Un peu d'histoire syndicale

En remontant aux sources de l'Association générale des cadres on se rend compte que chaque époque avait ses associations qui selon les problèmes et les fonctionnaires en place ont évolué vers une association héritière poursuivant des buts similaires.

Parmi les précurseurs de l'AGC la plus ancienne association a été l'A.C.R.E., Association des commis-rédacteurs de l'Etat, dont les statuts ont été publiés au Mémorial le 27 octobre 1952.



b) de défendre les intérêts tant sociaux que économiques.

- Art. 5.** Elle a pour objet :
- a) de grouper sous sa direction tous les commis, détenteurs du diplôme qui désirent y accéder ;
 - b) de cultiver la solidarité, de développer l'esprit de camaraderie de tous les représentants de la communauté secondaire du pays ainsi que les fonctionnaires de tous les représentants de la communauté ;
 - c) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - d) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - e) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - f) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - g) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - h) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - i) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - j) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - k) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - l) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - m) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - n) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - o) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - p) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - q) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - r) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - s) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - t) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - u) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - v) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - w) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - x) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - y) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;
 - z) de défendre les intérêts tant sociaux que matériels et moraux de ses membres et de relever la condition de tous les membres ;

... compose de membres...
... qu'en retraite qui a adresse...
... l'assemblée générale.

Est membre du conseil d'administration et qui a versé la somme de 25, — francs. — Est membre d'honneur par l'assemblée générale, à la majorité des 2/3.

un membre du conseil d'administration est nommé membre d'honneur par l'assemblée. Pour l'année en cours, cette cotisation est fixée à 100 francs. Tous les fonds sociaux, pour des motifs exceptionnels, est proclamée membre d'honneur par l'assemblée. Pour l'année en cours, cette cotisation est fixée à 100 francs. Tous les fonds sociaux, pour des motifs exceptionnels, est proclamée membre d'honneur par l'assemblée.

[illegible]

Art. 7. Seuls les membres actifs ont voix consultative. Les membres d'honneur ont voix consultative et d'honneur se fait par l'assemblée générale.

Art. 8. L'admission des membres dans le parti est soumise à l'approbation annuelle dans les deux mois après échéance ; d) par contrainte des voix.

Art. 9. La qualité d'associé se perd :
a) par démission ; b) par le refus de payer la cotisation ; c) par la majorité des 2/3 des voix.

[illegible]

Le mémoire d'admission des cotisations versées par les cotisants, et le versement des cotisations versées par les cotisants, ni la liquidation de la cotisation, ni la liquidation de la cotisation, ni la liquidation de la cotisation.

ni d'inventaire, ni d'af-
III. —
ministère par :

Art. 10. L'association a pour organe :

IV.

a) l'assemblée générale;

b) le conseil d'administration.

[illegible]

Art. 12. L'assemblée générale :

a) la modification aux statuts, et
b) l'approbation des budgets et des comptes ; d) la nomination ou la révocation de membres du conseil d'administration ; e) la modification au lieu de préférence au moins 10 jours avant la date

[illegible]

Art. 14. L'assemblée extraordinaire dans le délai d'un mois, fixée pour l'assemblée générale. Sur demande écrite d'au moins 1/3 des membres de l'assemblée, le conseil d'administration est tenu d'inscrire un objet déterminé à l'ordre du jour.

Art. 15. Tous les associés ont un droit de vote à la majorité relative.

art. 16. L'assemblée générale et les résolutions sont prises à la majorité des voix. En cas de questions de personnes, ou chaque fois que le tiers des membres de l'assemblée le demande, il sera procédé au vote secret.

t. 17. Le conseil d'administration règle les affaires d'administration, pouvoirs et responsabilités.

18. Le conseil d'administration,

... présents statuts ou par la loi, les vœux, le premier conseil d'administration, dont le mandat expirera le 31 décembre 1991, sera composé de 13 membres, élus par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix. Les membres sortants sont désignés dans le sein du conseil d'administration pour une durée d'un an à raison de 13 membres.

Le conseil par tirage au sort. Ils sont rééligibles. Leurs mandatures seront présentées au conseil d'administration 3 jours avant l'assemblée générale statuant sur le renouvellement de l'administration distributive.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an. Le président du conseil d'administration désigne le secrétaire-général et le trésorier-caissier. Il désignera 1 président et 1 secrétaire-général parmi les membres du conseil d'administration.

La convocation est faite par le président de l'assemblée, sur la demande écrite et motivée de 4 membres du conseil d'administration de celui-ci devient nécessaire.

Le secrétaire général est chargé de la correspondance et du conseil d'administration. En cas d'empêchement il est remplacé par un vice-président.

Le trésorier est chargé de la tenue des livres de comptabilité des dépenses. Une indemnité à titre de secrétaire peut être accordée au secrétaire.

Il veille à la rentrée des recettes et, sur autorisation préalable du président et du secrétaire général ou, à défaut, du conseil d'administration, il procède à la répartition des fonds. — Il est tenu de rendre compte de sa gestion à l'assemblée générale.

...au conseil d'administration pour l'approbation. — Celle-ci décide du

VI. — Liquidation.

Art. 24. La dissolution de l'association ne pourra être décidée que par une session extraordinaire de l'assemblée générale convoquée à cette fin suivant les règles établies à l'art. 13. Il ne pourra être décidé sur la dissolution que si les 2/3 des membres actifs sont présents. La liquidation ne pourra être prononcée que du consentement des 3/4 des membres présents. — Le patrimoine sera affecté à une oeuvre nationale de bienfaisance.

Luxembourg, le 23 septembre 1952.

Signé : Bertrand, Fend, Hamen, Kohl, Lenertz, Pauly Léon, Pauly Pierre, Reiland, Schmitz Henri, Schmitz Michel, Thill, Thillen, Weber.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 1952, vol. 233, fol. 13, case 9. — Reçu 20 francs.

Le Receveur (signé) : Mangeot.

(132 lignes.) Déposé au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, le 20 octobre 1952.

À côté de cette association existait une autre association, à savoir l'Association des fonctionnaires des groupes administratifs moyens, qui poursuivait des buts identiques.

Le 6 mai 1956 les deux associations ci-dessus ont fusionné pour former l'Association luxembourgeoise des cadres fonctionnaires (A.L.C.F.). Les statuts ont été approuvés à l'occasion de l'assemblée générale du 30 mars 1958 et publiés au Mémorial le 29 janvier 1966. Les statuts stipulent dans l'article 18: *L'A.L.C.F. est née de la fusion de*

l'Association des commis-rédacteurs de l'Etat (A.C.R.E.) et des fonctionnaires des groupes administratifs moyens. Les statuts de l'A.C.R.E., publiés au Mémorial N°87 du 27 octobre 1952, tels qu'ils sont corrigés par l'Erratum publié au Mémorial N° 98 du 9 décembre 1952, sont abrogés.

Pour devenir membre de la nouvelle ALCF il fallait occuper ou avoir occupé un poste réservé depuis lors aux détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires.

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL SPECIAL

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales et par la loi du 21 avril 1928, sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique.

C — No 9

Enregistré à Lux...

29 janvier 1966

Pour expédition conforme délivrée à ...

au Memorial. Recueil Spécial des Sociétés et Associations
au Luxembourg, le 3 janvier 1966.

(161 lignes.) Déposé au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE DES CADRES FONCTIONNAIRES, a. s. b. l.

Siège social: Luxembourg.

STATUTS

Association Luxembourgeoise des Cadres Fonctionnaires

Art. 1^{er}. L'association est dénommée « Association Luxembourgeoise des Cadres Fonctionnaires » (A.L.C.F.) a. s. b. l.

Son siège est à Luxembourg.

Art. 2. La durée de l'association est illimitée; elle pourra être dissoute en tout temps.

L'année sociale est celle du calendrier.

Art. 3. L'association est neutre en matière politique et religieuse.

Art. 4. L'association a pour but:

- d'assurer la représentation professionnelle des cadres fonctionnaires,
- de défendre les intérêts professionnels tant matériels que moraux de ses membres et de relever la considération des cadres,
- de développer l'esprit de solidarité et de camaraderie entre les membres de l'association.

Art. 5. L'association se compose de membres effectifs et de membres d'honneur. Le nombre des membres effectifs ne peut être inférieur à 15.

Sont affiliables comme membres effectifs les fonctionnaires de l'Etat ou dans un service public en payant la cotisation annuelle. Les membres effectifs ont droit de vote.

On acquiert la qualité de membre d'honneur toute personne qui, pour des mérites exceptionnels, est proclamée membre d'honneur par l'assemblée générale à la majorité relative des voix.

Art. 6. La cotisation annuelle est fixée chaque année par l'assemblée générale de même que le mode de perception. La cotisation ne pourra dépasser 500 francs par membre effectif.

Art. 7. Ceux qui désirent donner leur démission comme membres doivent le faire par écrit. Sont démissionnaires d'office:

- les membres effectifs quittant le service de l'Etat et ne jouissant pas du droit à la pension, payement ou qui ne répondent pas dans le délai d'une quinzaine à une sommation qui leur serait adressée à ces fins.

Art. 8. Peuvent être exclus ceux des membres qui contreviennent aux intérêts de l'association. L'exclusion est proposée par le comité à l'assemblée générale qui décide à la majorité des deux tiers des membres présents. Les membres exclus ou démissionnaires n'ont aucun droit à la fortune de l'association.

Art. 9. L'association est administrée par un comité de 12 membres élus parmi les membres effectifs. Un siège du comité sera réservé aux retraités à condition toutefois qu'il y ait au moins une candidature de la part des membres effectifs retraités. A défaut de candidatures en nombre suffisant, le comité peut se réduire à 8 membres.

Les élections se font à la majorité relative, par correspondance et au secret dans les trois mois qui précèdent l'achèvement des mandats. Une commission électorale, composée de membres non candidats, procède au dépouillement des bulletins de vote.

Chaque électeur a droit à autant de voix qu'il y a de candidats à élire.

Le comité désigne un bureau qui comprend: le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier. Le comité est élu pour trois années et les membres sortants sont rééligibles. Peuvent être exclus les candidats aux dernières dans l'ordre de leurs suffrages. Les remplaçants ne feront que finir le mandat de leurs prédécesseurs.

Art. 10. Le président surveille et assure l'exécution des statuts. Il fait convoquer le comité chaque fois qu'il le juge nécessaire. Il en dirige les réunions et les assemblées générales. Il signe la correspondance, ciation dans ses relations avec les autorités.

Le vice-président assiste le président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en son absence, de la rédaction des procès-verbaux, de la convocation aux réunions du comité et des assemblées, et de la conservation des archives. Il contresigne les pièces signées par le président.

Le trésorier prend soin des encaissements et du règlement des dépenses. Il effectue le paiement des dépenses sur visa du président. Il tient à jour la liste des membres. Pour chaque exercice, il établit le compte des recettes et des dépenses qui, après vérification par les réviseurs de caisse, est soumis à l'assemblée générale ordinaire pour approbation. Il est responsable de l'encaisse vis-à-vis de l'association.

Le comité se réunit en séance régulièrement convoquée chaque fois que la majorité des membres du comité l'exige et siège valablement lorsque la majorité des membres est présente. Toutes les décisions sont prises à la majorité absolue des votants. En cas de parité de voix, la voix du président, ou, en son absence, celle du vice-président, décide.

Art. 11. Le contrôle de la gestion financière se fait par une commission de révision de deux membres, partie du comité; les membres sortants sont rééligibles.

Les réviseurs ont pour mission de contrôler l'ensemble des opérations financières et d'en dresser un procès-verbal qui sera soumis au comité avant l'assemblée générale ordinaire.

Art. 12. Les assemblées générales se composent des membres effectifs de l'association. Tout membre effectif peut se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire ayant lui-même droit de vote moyennant une procuration écrite, sans qu'il soit cependant permis à un membre de représenter plus de deux membres absents.

L'assemblée générale ordinaire a lieu au courant du 1^{er} semestre de chaque année. Elle est convoquée avec un préavis de 15 jours portant l'indication de l'ordre du jour arrêté par le comité. Sont traitées par cette assemblée les questions d'intérêt général.

Le comité y rend compte de l'évolution morale et financière de l'association durant l'exercice écoulé et présente le budget pour l'année suivante.

L'assemblée accorde décharge au trésorier et procède à l'élection de deux reviseurs de caisse pour l'exercice suivant.

Art. 13. Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées par le comité chaque fois qu'il le décide ou, sur demande motivée et signée par 1/5 des membres effectifs, dans le délai d'un mois. Elles sont convoquées, à moins d'urgence, avec un préavis de 15 jours portant l'indication de l'ordre du jour arrêté par le comité.

Art. 14. Toute proposition motivée et signée par 1/20 des membres effectifs doit être mise à l'ordre du jour dans l'ordre à arrêter par ces assemblées. Elle doit être présentée au comité au moins 8 jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Il ne peut être décidé que sur des questions à l'ordre du jour. Les décisions sont prises à la majorité absolue des votes exprimés, sauf les exceptions prévues par les statuts. Les billets blancs et nuls ne compteront pas. En cas de parité des voix, la décision est soumise à un referendum par voie de correspondance.

Art. 15. Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une assemblée générale extraordinaire et d'après les modalités prévues à l'art. 16.

Art. 16. La dissolution de l'association ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres effectifs présents dans une assemblée générale extraordinaire convoquée spécialement à cet effet. Cette assemblée ne peut siéger valablement que si 2/3 des membres effectifs sont présents.

En cas d'incompétence, une deuxième assemblée, convoquée endéans le délai d'un mois, peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents.

L'assemblée qui décidera la dissolution se prononcera également sur l'affectation des fonds à des œuvres sociales ou professionnelles.

Art. 17. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi est de la compétence du comité.

Art. 18. L'A.L.C.F. est née de la fusion de l'Association des commis-rédacteurs de l'Etat (A.C.R.E.) et des fonctionnaires des groupes administratifs moyens. Les statuts de l'A.C.R.E., publiés au Mémorial N° 87 du 27 octobre 1952, tels qu'ils sont corrigés par l'Erratum publié au Mémorial N° 98 du 9 décembre 1952, sont abrogés.

Luxembourg, le 13 décembre 1965.

Les membres du Comité:

Maurice Schmitz, rédacteur à l'Office des Assurances sociales, Président
Lucien Bové, receveur à l'Administration des Douanes, vice-président
Henri Schmitz, chef de bureau à l'Administration gouvernementale, secrétaire
Théodore Pfeffer, rédacteur principal à l'Administration des P. et T., trésorier
Paul Delagardelle, rédacteur principal au ministère du Budget et du Trésor
René Demuth, chef de bureau adjoint à l'Administration du Cadastre et de la Topographie
Edouard Ewert, rédacteur principal à la Caisse régionale de Maladie à Luxembourg

Jean-Pierre Koster, directeur adjoint de l'Administration des Douanes en retraite
René Molling, rédacteur principal à l'Office des Assurances sociales
Georges Reiners, chef de bureau adjoint au Service de Contrôle de la Comptabilité com.
Alphonse Theis, rédacteur principal à la Caisse d'Epargne de l'Etat
Charles Waringo, chef de bureau à l'Administration des P. et T.
Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 1965, vol. 268, fol. 85, case 3. — Reçu 20 francs.

Le Receveur (signé): A. Fonck.
Luxembourg, le 20 décembre 1965.

(131 lignes.) Déposé au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, le 20 décembre 1965.

En 1962 une partie des membres du comité de l'ALCF a démissionné en bloc pour former l'Entente des cadres des Contributions et de l'Enregistrement. La cause de cette scission était le 'conflit des indemnités accessoires' (cumuls, primes, indemnités, réductions de loyer etc.) dont l'indemnité de prestation des fonctionnaires des Contributions et de l'Enregistrement. Cette dernière indemnité a été abolie par le gouvernement

l'occasion de la grande révision des traitements du 22 juin 1963. Les parties étaient inconciliables et les blessures lentes à guérir. L'éclatement de l'ALCF a même provoqué un affaiblissement de l'AGF, l'association précurseur de la CGFP. Le 17 mars 1967 l'Entente des cadres a été constituée sous forme d'une Asbl. C'est d'ailleurs une des quatre associations fondatrices de la CGFP.

EXTRAIT DU MEMORIAL, Recueil Spécial C N° 49 du 24 avril 1967

ENTENTE DES CADRES, a.s.b.l.
Siège social: Luxembourg.

STATUTS
Dénomination et siège

Art. 1^{er}. L'association est dénommée « Entente des Cadres » (E.D.C.). Son siège est fixé à Luxembourg.

Art. 2. L'association a pour objet de sauvegarder et de défendre les intérêts d'ordre professionnel de ses membres, d'étudier les problèmes de la fonction publique en général et ceux des fonctionnaires cadres en particulier, ainsi que de promouvoir une entente générale entre les fonctionnaires cadres. L'association pourra se fédérer avec des associations apparentées.

Art. 3. La qualité de membre s'obtient par affiliation individuelle à la seule condition que l'intéressé soit fonctionnaire et s'acquitte de la cotisation annuelle. L'affiliation à l'association pourra se faire également par l'intermédiaire de groupements professionnels qui feront parvenir au conseil d'administration de l'association, pour le 1^{er} juillet de chaque année au plus tard, la liste nominative de leurs membres. Dans ce cas, les groupements professionnels se chargeront du paiement de la cotisation annuelle. La qualité de membre se perd par la démission, le refus de paiement de la cotisation annuelle ou par l'exclusion du membre prononcée par l'assemblée générale à la majorité des 2/3 des membres présents.

Art. 4. L'activité de l'association s'exerce à travers ses organes, à savoir:

- a) l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire,
- b) le conseil d'administration.

Art. 5. L'assemblée générale représente l'ensemble des membres. Elle est souveraine dans ses décisions. Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets désignés à l'art. 4 de la loi organique du 21 avril 1928 et pour:

- a) la fixation de la cotisation annuelle,
- b) l'approbation des rapports de gestion et d'activité du conseil d'administration,
- c) la nomination de deux vérificateurs de caisse.

L'assemblée générale peut être réunie extraordinairement autant de fois que l'intérêt de l'association l'exige. Elle doit être, lorsqu'un cinquième des membres en fait la demande motivée. Dans ce dernier cas, la réunion de l'assemblée générale doit avoir lieu dans la quinzaine. Il ne peut être pris de décision ou de résolution que sur les objets à l'ordre du jour arrêté préalablement par le conseil d'administration et porté à l'avance à la connaissance des membres, à moins que la majorité des membres présents ou représentés n'en décide autrement. Les convocations individuelles doivent être expédiées au moins huit jours avant la réunion. Le vote à l'assemblée générale se fait par membre. En cas d'empêchement, le membre pourra se faire représenter par un autre membre moyennant une procuration écrite, sans que le nombre des mandats par membre puisse dépasser dix. L'assemblée générale décide, de cas en cas, si le vote a lieu par acclamation, à main levée ou au secret. Le vote doit être secret, lorsque des personnes y sont impliquées. Les décisions des assemblées générales sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

Art. 5bis. Les décisions ne rentrant pas expressément dans les attributions de l'assemblée générale pourront être prises sur la base du résultat d'un référendum.

Le conseil d'administration
Le conseil d'administration qui se compose de 17 membres

Art. 6. L'association est administrée par un conseil d'administration qui se compose de 17 membres élus pour une durée de trois ans.

Le conseil d'administration convoque les assemblées générales et établit annuellement son rapport d'activité. Il est chargé d'étudier les problèmes professionnels des membres de l'association.

Le conseil procède par vote secret à l'élection d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un secrétaire-adjoint et d'un trésorier.

Le président représente l'association et il dirige les travaux. Il dirige en outre les débats des assemblées générales et du conseil. En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou, à défaut de ce dernier, par le membre le plus âgé du conseil d'administration.

Le secrétaire et le secrétaire-adjoint sont chargés de la rédaction des documents de l'association, des procès-verbaux des assemblées générales et des réunions du conseil d'administration.

Les documents et correspondances qui engagent la responsabilité de l'association sont signés et contre-signés respectivement par le président et le secrétaire ou leurs représentants.

Le trésorier est chargé du recouvrement des cotisations, du contrôle des listes d'affiliation (art. 3) et de la tenue des livres comptables. Il effectue le paiement des dépenses qui doivent être visées au préalable par le président ou le secrétaire. A la fin de chaque exercice, qui est l'année du calendrier, le trésorier présente le compte financier au conseil d'administration.

Modification des statuts

Art. 7. Les modifications des statuts se font d'après les dispositions de la loi organique du 21 avril 1928.

Dissolution de l'association

Art. 8. La dissolution de l'association peut être prononcée par l'assemblée générale, réunie extraordinairement et expressément à cette fin, conformément à l'art. 20 de la loi organique du 21 avril 1928.

Fait en autant d'exemplaires que de parties.
Luxembourg, le 14 mars 1967.

Les membres fondateurs,

Jean Brandenbourger, inspecteur de l'Enregistrement, Luxembourg
Nicolas Collé, inspecteur principal au Gouvernement, Luxembourg
Robert Conrardy, sous-chef de bureau du Cadastre, Howald
Guy Feinen, chef de bureau adjoint de l'Enregistrement, Luxembourg
Jean Feltz, officier de l'Armée, Diekirch
Charles Jentgen, inspecteur de direction des contributions, Luxembourg
René Konen, contrôleur des contributions, Wilwerdange
Paul Lauterbour, contrôleur adjoint des contributions, Hesperange
Pierre Luxen, contrôleur des contributions, Luxembourg
Fernand Masson, contrôleur de l'Enregistrement, Alzingen
Michel Moes, inspecteur de l'Enregistrement, Luxembourg
Emile Ries, greffier au tribunal d'arrondissement, Luxembourg
Gaston Schanen, contrôleur adjoint des contributions, Luxembourg
René Schmitz, greffier au tribunal d'arrondissement, Luxembourg
Pierre Schröder, greffier au tribunal d'arrondissement, Luxembourg
Ernest Thill, officier de l'Armée, Diekirch
tous de nationalité luxembourgeoise.

Signatures.

Reçu 20 francs.
Le Receveur (signé): A. Fonck.

Enregistré à Luxembourg, le 17 mars 1967, vol. 272, fol. 52, case 6. —
(101 lignes.) Déposé au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, le 20 mars 1967.
Imprimerie de la Cour Victor BUCK, s. à r. l., Luxembourg

En 1965 les élections pour la toute nouvelle Chambre des Fonctionnaires et Employés publics n'ont pas permis de présenter une liste unique, de sorte que tant l'ALCF et que l'Entente des cadres ont formé une liste de candidats.

Depuis la création de la Chambre des Fonctionnaires l'activité syndicale des associations des rédacteurs est étroitement liée aux élections quinquennales pour la chambre professionnelle. Pour les associations de carrières ces

élections étaient une occasion
excellente de positionnement et de
représentativité syndicale.

À titre d'exemple citons le manifeste
que l'Entente des cadres a publié en

vue des élections pour la Chambre
des fonctionnaires et employés
publics de 1965:

**Elections pour la Chambre professionnelle des fonctionnaires et
employés publics**

**Manifeste des candidats de la liste No 1 du groupe moyen
dénommée ENTENTE DES CADRES**

C'est pour donner à tous les fonctionnaires du groupe moyen
la possibilité d'être représentés dans la Chambre professionnelle des
fonctionnaires et employés publics que les candidats ci-dessous ont
présenté une liste :

COLLÉ Nicolas, inspecteur au Gouvernement, Luxembourg
CONRARDY Robert, technicien principal du Cadastre, Howald
FEINEN Guy, rédacteur principal de l'Enregistrement, Luxembourg
KONEN René dit Boy, contrôleur des Contributions, Wilwerdange
LAUTERBOUR Paul, contrôleur adjoint des Contributions, Hesperange
LUXEN Pierre, contrôleur des Contributions, Luxembourg
RIES Emile, greffier au Tribunal d'Arrondissement, Luxembourg
SCHANEN Gaston, contrôleur de l'Enregistrement, Luxembourg
SCHROEDER Pierre, greffier au Tribunal d'Arrondissement, Luxembg.
THIEL Ernest, capitaine de la Force Armée, Diekirch

Nous tendons la main à tous les collègues de bonne volonté, à
quelque administration qu'ils appartiennent et de quelque bord qu'ils
soient, pour travailler avec eux dans l'intérêt tant des fonctionnaires
de notre carrière que des fonctionnaires en général.

(voir suite page suivante)

Voici nos revendications essentielles :

Réalisation des extensions de cadres non encore faites; **élimination** des cas de rigueur résultant des extensions de cadres déjà intervenues et de la loi sur la revision des traitements (notamment son article 8, afin de garantir à tous le deuxième avancement automatique); **relèvement** du prestige de notre groupe par l'introduction d'une quatrième carrière (celle des cadres), en dehors des trois autres carrières : supérieure, moyenne, inférieure; **création** d'un institut administratif.

Dans un ordre plus général, **adaptation** progressive des traitements des fonctionnaires au niveau de vie croissant (revenu national), au lieu d'adaptations trop espacées, donc massives et tardives; **rajustement** sans perte des traitements à un nouvel indice du coût de la vie; **électorat passif** des fonctionnaires; **allègements fiscaux** pour le salariat, notamment majoration des forfaits pour frais professionnels; **amélioration** du congé annuel; **introduction** de la semaine de 40 heures.

Ce programme tend à l'union de tous les fonctionnaires cadres, dans l'intérêt général, au-dessus de toute question de personnes.

Notre devise : Cherche ton droit sans nuire à tes pairs !

Voter pour la liste No 1, c'est voter pour la réconciliation générale des cadres.

En 1970 l'ALCF et l'Entente des cadres ont participé aux élections pour la Chambre des Fonctionnaires avec deux listes distinctes. Pourtant en 1975 les dirigeants des deux associations étaient d'accord pour former deux listes en présence d'une troisième liste dissidente.

Ce n'est qu'en 1975 que la réconciliation des représentants de cadres fonctionnaires a été possible. « L'heure de la réconciliation sonna le 8 juillet 1975, où lors d'une réunion à la Brasserie Pôle Nord fut créée une nouvelle association dite 'Association

générale des cadres' (A.G.C.) ... »
écrit M. Charles Jentgen, président
de l'Entente des cadres¹.

Ce jour-là l'Association générale
des cadres est née de la fusion de
l'Association luxembourgeoise des
cadres fonctionnaires (ALCF) et de
l'Entente des cadres.

**L'ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE
DES CADRES FONCTIONNAIRES ET L'ENTENTE DES CADRES**

leurs membres à l' invitent

ASSEMBLÉE CONSTITUTIVE

qui aura lieu le mardi 8 juillet 1975 à 18 heures 15 en la salle de réunion du premier étage de la
Brasserie Pôle Nord à Luxembourg.
Cette assemblée a pour objet

A) de faire ratifier la décision prise à l'échelon des deux comités tendant à faire des deux associa-
tions invitantes une seule

« ASSOCIATION GÉNÉRALE DES CADRES »

capable de défendre efficacement les intérêts professionnels de ses membres auprès des autori-
tés et d'assurer leur représentation auprès d'autres organisations professionnelles.

B) de vous exposer de vive voix les revendications essentielles.

L'ordre du jour comporte

- 1) une allocution de M. Fernand Masson, président du comité provisoire, sur l'opportunité de la fusion
des deux associations;
- 2) l'approbation du protocole d'accord; (voir texte au verso).
- 3) un bref commentaire des statuts de la nouvelle association par M. Emile Ries, vice-président du
comité provisoire;
- 4) la fixation de la cotisation annuelle;
- 5) la désignation de membres suppléants du comité provisoire;
- 6) l'élection de deux reviseurs de caisse;
- 7) un exposé de M. René Molling sur le programme d'action concernant les revendications propres
à notre carrière telles que :
 - harmonisation des possibilités d'avancement;
 - réalisation des réformes de cadre encore en suspens;
 - élimination des cas de rigueur et des inéligances;
 - harmonisation intégrale, sur la base du régime le plus favorable, des régimes des traitements,
y compris les accessoires généraux de rémunération, entre les différentes branches du secteur
public;
 - revision des dispositions concernant la prime d'astreinte et la solution du problème de la rému-
nération équitable des heures de travail supplémentaires;
 - augmentation des frais de route et de séjour et adaptation régulière des montants respectifs à
l'évolution des prix;
 - amélioration de la formation professionnelle;
 - amélioration de la position du rédacteur dans la hiérarchie des traitements par l'introduction
d'une quatrième carrière, celle des cadres, se plaçant entre la carrière moyenne et la carrière
supérieure avec possibilité d'avancement au-delà du grade 13;
- 8) un exposé de M. Paul Lauterbour sur les problèmes d'intérêt général à résoudre dans le cadre de
la C.G.F.P.

Les associations invitantes estiment que la nécessité d'une organisation puissante n'échappe à
personne et elles espèrent que leurs membres assisteront nombreux à cette première assemblée géné-
rale.

Salutations confraternelles.

Le comité provisoire de l'Association Générale des Cadres

Fernand MASSON (Enregistrement), président	André KLEIN (Aéroport), membre
Emile RIES (Justice), vice-président	Boy KONEN (Contributions), membre
Pierre TRAUSCH (Assurances sociales), secrétaire général	Paul LAUTERBOUR (Contributions), membre
Jean INFALT (Douanes), secrétaire adjoint	Michel MOES (Enregistrement), membre
Martin SCHROEDER (Contributions), secrétaire adjoint	René MOLLING (Assurances sociales), membre
Robert PEFFER (Gouvernement), trésorier	Lucien PETER (Caisse d'Epargne), membre
Paul DELAGARDELLE (Gouvernement), membre	Jean PRINTZ (Caisse Nationale d'Assurance Maladie), membre
Clément ENGELMANN (Justice), membre	Marcel WIETOR (Postes et Télécommunications), membre
Joseph JACOBY (retraité), membre	

Protocole d'accord

L'Association Luxembourgeoise des Cadres Fonctionnaires et l'Entente des Cadres ont convenu de constituer, par la fusion de leurs organisations, une association sans but lucratif, sous la dénomination de

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES CADRES

Cette association sera ouverte à tous les fonctionnaires en activité de service ou en retraite qui occupent ou qui ont occupé dans une administration de l'Etat ou dans un service public un poste dans la carrière du rédacteur ou du technicien diplômé.

Elle aura pour but :

- a) d'assurer la représentation professionnelle des cadres fonctionnaires de la carrière moyenne;
- b) de défendre les intérêts professionnels tant matériels que moraux de ses membres et de relever la considération des cadres moyens;
- c) de développer l'esprit de solidarité et de camaraderie entre les membres de l'association.

L'Association Luxembourgeoise des Cadres Fonctionnaires et l'Entente des Cadres apportent à la nouvelle association tous leurs biens actifs et passifs.

Le premier conseil d'administration prévu à l'article 22 du projet des statuts prend en charge la direction de l'association pour la période d'un an à compter de la date de l'assemblée constituante.

Luxembourg, le 26 mai 1975

Pour l'Association Luxembourgeoise
des Cadres Fonctionnaires.

René MOLLING
Maurice SCHMITZ
Charles WARINGO

Pour l'Entente des Cadres,

Paul LAUTERBOUR
Fernand MASSON
Martin SCHROEDER



Copyright: Photothèque de la Ville de Luxembourg

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL SPECIAL

DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique.

C — N° 155

15 juillet 1977

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet. ...

(61 lignes.) Déposé au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

ASSOCIATION GENERALE DES CADRES (A.G.C.), a. s. b. l.

Siège social: Luxembourg.

Entre les soussignés:

- 1) Engelmann Clement, chef de bureau adjoint du Parquet Général, demeurant à Luxembourg;
- 2) Engelmann Clement, chef de bureau adjoint du Parquet Général, 18, bd Charles Simonis; 56, rue Laurent Menager;
- 3) Glod Albert, contrôleur des contributions, demeurant à Grevenmacher, 8, rue Frantz;
- 4) Infalt Jean, vérificateur-expert-comptable des Douanes, demeurant à Luxembourg, 44, bd de la Fra;
- 5) Seimetz;
- 6) Jacoby Joseph, insp. principal 1^{er} en rang honoraire, demeurant à Luxembourg, 28, rue Jean-Pierre;
- 7) Jentgen Charles, insp. de direction 1^{er} en rang, demeurant à Luxembourg, 670, rue de Neudorf;
- 8) Klein André, inspecteur technique, demeurant à Bivange, 20, rue Ed. Steichen;
- 9) Masson François, chef de bureau adjoint, demeurant à Bivange, 20, rue Ed. Steichen;
- 10) Masson François, inspecteur principal de l'Enregistrement, demeurant à Luxembourg, 40, rue Ermesinde;
- 11) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange;
- 12) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 13) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 14) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 15) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 16) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 17) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 18) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 19) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 20) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 21) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 22) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 23) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 24) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 25) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 26) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 27) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 28) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 29) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 30) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 31) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 32) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 33) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 34) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 35) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 36) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 37) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 38) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 39) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 40) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 41) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 42) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 43) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 44) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 45) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 46) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 47) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 48) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 49) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 50) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 51) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 52) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 53) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 54) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 55) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 56) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 57) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 58) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 59) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 60) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 61) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 62) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 63) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 64) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 65) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 66) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 67) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 68) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 69) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 70) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 71) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 72) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 73) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 74) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 75) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 76) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 77) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 78) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 79) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 80) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 81) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 82) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 83) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 84) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 85) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 86) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 87) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 88) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 89) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 90) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 91) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 92) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 93) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 94) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 95) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 96) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 97) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 98) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 99) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;
- 100) Mos Paul, rédacteur, demeurant à Alzingen, 9, rue de Hesperange, 34, rue de Reckenthal;

l'indépendance:

Knaf.

17) Victor Marcel, chef de bureau, demeurant à Luxembourg, 11, rue Beethoven,

tous de nationalité luxembourgeoise, et tous ceux qui seront admis dans la suite, il est constitué

une association sans but lucratif, régie par les présents statuts et par la loi du 21 avril 1928 sur les associa-

tions sans but lucratif et les établissements d'utilité publique.

STATUTS

Art. 1^{er}. Dénomination et siège. L'association est dénommée « ASSOCIATION GENERALE DES CADRES (A.G.C.) a. s. b. l. ». Son siège est à Luxembourg.

Art. 2. La durée de l'association est illimitée; elle pourra être dissoute en tout temps. L'année sociale est celle du calendrier.

Art. 3. L'association est neutre en matière politique et religieuse.

Art. 4. Objet. L'association a pour objet d'assurer la représentation professionnelle des cadres fonctionnaires, de sauvegarder et de défendre les intérêts d'ordre professionnel tant matériels que moraux de ses membres, d'étudier les problèmes de la fonction publique en général et ceux des cadres en particulier, ainsi que de promouvoir une entente générale entre les fonctionnaires cadres.

Art. 5. Affiliation, démission, exclusion. Seront admis comme associés les fonctionnaires en activité de service ou en retraite qui occupent ou qui ont occupé dans une administration de l'Etat ou dans un service public un poste dans la carrière du rédacteur ou du technicien diplômé, ainsi que leurs veuves.

Le nombre minimum des associés est de vingt.

On acquiert la qualité d'associé par affiliation individuelle ou par l'intermédiaire de groupements professionnels. Ces derniers feront parvenir au conseil d'administration de l'association, pour le premier mars de chaque année au plus tard, la liste nominative de leurs membres. Dans ce cas les groupements professionnels se chargeront du paiement de la cotisation annuelle.

Art. 6. La qualité d'associé se perd par la démission ou l'exclusion.

La démission devra se faire par écrit.

Sont réputés démissionnaires les associés qui à la fin de l'exercice n'ont pas payé les cotisations qui leur incombent et qui ne se conforment pas dans un délai d'une quinzaine à une sommation qui leur est adressée à ces fins.

Art. 7. Par l'adhésion aux présents statuts chaque associé s'interdit tout acte préjudiciable à l'objet social de l'association et tout acte qui serait de nature à porter atteinte à la considération et à l'honneur des associés ou de l'association. Toute infraction à la présente disposition pourra entraîner l'exclusion provisoire de l'associé prononcée par le conseil d'administration. L'exclusion devra être homologuée par la prochaine assemblée générale et deviendra alors définitive.

Les membres exclus ou démissionnaires n'ont aucun droit à la fortune de l'association.

Art. 8. La cotisation annuelle est fixée chaque année par l'assemblée générale de l'association.

de perception. La cotisation ne pourra pas dépasser cinq mille francs par membre.

Art. 9. Administration. L'activité de l'association s'exerce à travers ses organes, à savoir:

a) l'assemblée ordinaire ou extraordinaire;

b) le conseil d'administration;

Art. 10. L'assemblée générale. L'assemblée générale représente l'ensemble des membres. Elle est convoquée avec un préavis de quinze jours portant indication de l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration. L'assemblée générale est souveraine dans ses décisions.

Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets désignés à l'article 4 de la loi organique du 21 avril 1928 et pour:

a) la fixation de la cotisation annuelle;

b) l'approbation des rapports d'activité et de gestion financière du conseil d'administration;

c) la nomination de deux vérificateurs de caisse.

Art. 11. L'assemblée générale peut être réunie extraordinairement autant de fois que l'intérêt de l'association l'exige. Elle doit l'être lorsqu'un cinquième des membres en fait la demande motivée. Dans ce dernier cas l'assemblée doit être convoquée avec un préavis de quinze jours portant indication de l'ordre du jour dans le délai d'un mois.

Il ne peut être pris de décision ou de résolution que sur les objets à l'ordre du jour arrêté préalablement par le conseil d'administration, à moins que la majorité des membres présents ou représentés n'en décide autrement.

Art. 12. Toute proposition motivée et signée par 1/20^{me} des membres doit être mise à l'ordre du jour dans l'ordre à arrêter par l'assemblée. Elle doit être présentée au conseil d'administration au moins huit jours avant la date fixée par l'assemblée.

Art. 13. Le vote à l'assemblée se fait par membre. En cas d'empêchement, le membre peut se faire représenter par un membre de l'assemblée. En cas d'empêchement, le membre peut se faire représenter par un membre de l'assemblée. En cas d'empêchement, le membre peut se faire représenter par un membre de l'assemblée. En cas d'empêchement, le membre peut se faire représenter par un membre de l'assemblée.

Art. 14. Le conseil d'administration. L'association est administrée par un conseil d'administration. Le vote doit être secret lorsque les questions à l'ordre du jour. Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. En cas de partage des voix la proposition est rejetée.

Art. 15. Les élections se font à la majorité simple et au secret. Par dérogation à ce principe huit membres suppléants fera l'objet d'un règlement d'ordre intérieur à arrêter par le conseil d'administration. A défaut de candidats en nombre suffisant les membres effectifs peuvent se réduire à neuf.

- | | |
|------------------------------|---------|
| Assurances sociales | 1 poste |
| Caisse d'Épargne | 1 poste |
| Contributions | 1 poste |
| Douanes | 1 poste |
| Enregistrement | 1 poste |
| Gouvernement | 1 poste |
| Justice | 1 poste |
| Postes et Télécommunications | 1 poste |

Les candidats les mieux classés de ces administrations sont élus, même s'ils ne figurent pas parmi les dix-sept premiers. Les postes restants seront occupés par les autres candidats dans l'ordre des suffrages recueillis. Parmi ces derniers devra se trouver un technicien diplômé.

Une commission électorale composée de membres non candidats procède au dépouillement des bulletins de vote. Chaque électeur a droit à d'autant de voix qu'il y a de membres effectifs et établit annuellement son rapport d'activité. Il est chargé d'étudier les problèmes professionnels des associés.

Art. 16. Le conseil d'administration désigne un bureau qui comprend un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire adjoint et un trésorier. Le conseil d'administration désigne un bureau qui comprend un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire adjoint et un trésorier.

Le président représente l'association. Il surveille et assure l'exécution des statuts. Il fait convoquer le conseil d'administration chaque fois qu'il le juge nécessaire. Il en dirige les réunions et les assemblées générales.

En cas d'empêchement le président est remplacé par le vice-président ou, à défaut de ce dernier, par le membre le plus âgé du conseil d'administration. Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont chargés de la correspondance nécessaire pour la bonne gestion de l'association et de la conservation des archives.

Les documents et correspondances engageant la responsabilité de l'association sont signés et contre-signés par le président et le secrétaire ou leurs représentants.

Le trésorier est chargé du recouvrement des cotisations, du contrôle des listes d'affiliation (Art. 5) et de la tenue des livres comptables. Il effectue le paiement des dépenses qui doivent être visées au préalable par le président ou le secrétaire. A la fin de chaque exercice, qui est l'année du calendrier, le trésorier présente le compte financier au conseil d'administration. Le conseil d'administration se réunit régulièrement et doit être convoqué chaque fois que la majorité des membres du conseil l'exige. Toutes les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président ou, en son absence, celle du vice-président est prépondérante.

Art. 17. Commission de révision. Le contrôle de la gestion financière se fait par une commission de révision de deux membres. Les vérificateurs de caisse ne font pas partie du conseil d'administration.

Les membres sortants sont rééligibles. Les vérificateurs de caisse ont pour mission de contrôler l'ensemble des opérations financières et d'en dresser un procès-verbal qui sera soumis au conseil d'administration avant l'assemblée générale ordinaire.

Art. 18. Modification des statuts. Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une assemblée générale extraordinaire et d'après les modalités prévues à l'article 8 de la loi du 21 avril 1928.

Art. 19. Dissolution de l'association. La dissolution de l'association pour être prononcée par 20 de la loi organique du 21 avril 1928. L'assemblée qui décidera la dissolution se prononcera également sur l'affectation des fonds à des œuvres sociales ou professionnelles.

Art. 20. Dispositions diverses. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 21. L'Association Générale des Cadres (A.G.C.) est née de la fusion de l'Association Luxembourgeoise des Cadres Fonctionnaires (A.L.C.F.) a.s.b.l. et de l'Association Entente des Cadres (E.D.C.) a.s.b.l.

Les statuts de l'ALCF et de l'EDC, publiés au Mémorial Recueil Spécial N° 9 du 29 janvier 1966 et Recueil Spécial C N° 49 du 24 avril 1967 sont abrogés.

Luxembourg, le 15 janvier 1977.

Membres du Conseil d'Administration:
Président: Masson Fernand, Luxembourg;
Vice-président: Ries Emile, Luxembourg;
Secrétaire: Trausch Pierre, Luxembourg;
Secrétaire adjoint: Schröder Martin, Howald;
Trésorier: Peffer Robert, Luxembourg;
Membres effectifs: Engelmann Clement, Luxembourg; Giod Albert, Luxembourg; Imhof Jean, Grevenmacher, Klein André, Luxembourg; Lauterbourg Paul, Luxembourg; Luxem Pierre, Luxembourg; Mamer François, Bivange, Mies Paul, Aizingen, Molling René, Luxembourg; Peter Lucien, Luxembourg; Printz Jean, Luxembourg et Wietor Marcel, Luxembourg.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 1977, vol. 317, fol. 32, case 5. — Reçu 20 francs.

(181 lignes) Déposé au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, le 17 mai 1977. Le Receveur (signé): L. Brandenburger.



Le 12 mars 1987 les statuts de l'AGC
ont connu une modification publiée
au Mémorial C n° 268 du 30
septembre 1987.

Les comités et bureaux exécutifs de l'AGC

Les trente années de l'existence de l'AGC peuvent être subdivisées en deux grandes parties, à savoir:

- l'ère Masson/Trausch et
- l'ère Schaack/Hencks.

M. Fernand Masson et M. Pierre Trausch étaient président, respectivement secrétaire général de l'AGC depuis la constitution en 1975 jusqu'en 1985.

le cadre fonctionnaire

Organe de l'Association Générale des Cadres a.s.b.l.

affiliée à la C. G. F. P.

C.C.P. 47901-80

LUXEMBOURG, 5, RUE LARGE

C. E. E. 1000/0202-8

No 18 - 19

paraît trimestriellement

JUIN 1983

Aller de l'avant

Depuis des années, le Luxembourg se trouve affecté par les effets de la récession économique mondiale, qui, considérée à l'origine comme un phénomène conjoncturel donc passager, ne cessa de durer et de secouer notre économie. L'inflation, la dépréciation de la monnaie, le chômage, le déficit de la balance commerciale, les faillites d'entreprises en sont les conséquences.

A la dégradation économique générale s'ajoute la débâcle de l'Arbed, qui, en raison de l'impact de l'industrie sidérurgique sur l'économie nationale, aggrave considérablement les problèmes avec lesquels notre pays se trouve confronté. En effet, les sacrifices exigés de l'ensemble des Luxembourgeois pour assurer la survie de l'Arbed se répercutent avec toute leur rigueur sur le pouvoir d'achat et partant sur le niveau de vie de la population.

La fonction publique n'est pas épargnée par cette évolution. Dans le cadre des mesures de solidarité nationale elle est appelée à contribuer à l'assurance-chômage, à l'assainissement de la sidérurgie et au soutien de l'économie en général. Evidemment les agents publics ne se dérobent pas à leurs obligations du moment qu'il s'agit de secourir ceux qui par le coup du sort sont dans le besoin et dès qu'il y va de l'intérêt du pays. La fonction publique est donc consciente de ses responsabilités quoique dans le passé elle n'ait pas été gâtée. Elle se rappelle les périodes pendant lesquelles les agents publics étaient les parias de la société, l'on se moquait d'eux et où l'on se détournait de la fonction publique pour se ruer sur le secteur privé de l'économie, qui assurait à ses sortissants une vie meilleure.

Heureusement qu'il y a eu le mouvement des fonctionnaires, lequel a su rétablir petit à petit l'équilibre et permettre à la fonction publique d'avoir sa part dans l'évolution économique et sociale.

Mais depuis quelques années c'est la stagnation. La fonction publique connaît un stand-still dans les domaines touchant à sa situation sociale. Naturellement l'essentiel a pu être sauvegardé. Notre organisation commune, la CGF, continue d'envers et contre tous à défendre avec courage l'acquis social de toute la fonction

publique. Une fois de plus il se révèle qu'elle est toute seule, qu'elle ne peut compter que sur elle-même, qu'elle est réduite à ses propres moyens.

Ceux donc qui depuis un certain temps feignent s'intéresser à la fonction publique pour mieux la bâillonner et l'asservir, n'arrivant pas à se maîtriser, dévoilent à nouveau leur vrai visage en se déchainant contre un secteur qu'en fait il n'ont cessé de décrier comme privilégié et surprotégé!

Pour faire face à ses nouveaux assauts, la fonction publique ne peut répondre que par son unité, par son refus de se laisser embrigader, de se laisser faire. Si elle veut sauvegarder son indépendance, maintenir son autonomie, il est indispensable qu'elle reste maître chez soi. S'opposer aux infiltrations d'où qu'elles viennent, motivées par des considérations partisans c'est-à-dire politiques ou idéologiques, doit donc être le premier souci sinon le seul de tous ceux qui ont le sens du service



M. Joseph Schaack et M. Raymond Hencks étaient président, respectivement secrétaire général

de 1985 à 2000. De 2000 à 2003 M. Hencks était secrétaire général sous la présidence de M. Michel Schmitz.

inforum

Bulletin d'information
de l'Association Générale
des Cadres a.s.b.l.
affiliée à la C.G.F.P.

b.p. 665
2016 Luxembourg
ccp 47901-80

No 1

Juillet 1985

EDITORIAL

LE VASE!

Considérée jadis comme carrière pilote de la fonction publique, la carrière dite du rédacteur et du technicien diplômé risque fort de sombrer de plus en plus pour se retrouver à court terme sans attrait particulier.

En effet, imaginons un jeune se trouvant devant le choix, certes difficile, d'embrasser une carrière soit dans le secteur privé soit dans le secteur public. En tant que personne avertie et bien informée, le jeune d'aujourd'hui sait parfaitement qu'une étude comparative des rémunérations effectuée entre secteur privé et secteur public a fait ressortir un avantage de 7,5% en faveur du secteur privé et que compte tenu de certains ajustements, le secteur public ne peut bien entamer des négociations satisfaisantes. En tant que base de discussion, le secteur public ne peut que se contenter d'un ajustement de 1,7%.

Faut-il rappeler ici, que pour un jeune homme à juste terminé ses études, le secteur public, surtout qu'un autre élément décisif, l'encourage à tenter le secteur privé, car en cas de réussite, l'Etat lui offre la possibilité d'entrer dans la fonction publique à l'âge de 35 ans.

Vous avouerez que l'offre de travail est alléchante et que la limite de 35 ans est difficile à franchir.

Ajoutons à tout cela que le secteur public ne peut brasser la carrière moyenne.

— que suite à un certain nombre de révisions de la structure de l'éventail des traitements, de pair avec plusieurs révisions sélectives de trai-

tements, celui-ci a été continuellement comprimé au détriment des cadres fonctionnaires;

— que l'introduction de la carrière ouverte n'a pas apporté aux cadres fonctionnaires les améliorations escomptées;

— que la tendance croissante de conférer des emplois de haute responsabilité, occupés jusqu'à présent par des cadres fonctionnaires, à des fonctionnaires de la carrière supérieure est humiliante surtout que du point de vue de la compétence et du dévouement du personnel cadre, aucun transfert de poste de la carrière moyenne à la carrière supérieure ne s'imposait;

Le projet de loi portant harmonisation des modalités d'avancement dans les administrations et services de l'Etat, des services de l'Etat et des services de l'Etat.



Faits marquants au plan syndical

L'activité syndicale de l'AGC est étroitement liée d'un côté aux associations sectorielles qui la composent et d'un autre côté à la CGFP qui regroupe toutes les associations de carrières auprès de l'Etat. À cela s'ajoute, que l'AGC forme la liste des candidats aux élections quinquennales pour la

Chambre des Fonctionnaires et Employés publics pour assurer la représentation professionnelle des rédacteurs au service de l'Etat.

Parmi les événements qui ont le plus marqué les trente dernières années on peut citer:

- La loi de l'harmonisation des carrières en 1986
- La loi modifiant la loi du 22 juin 1963 dite 'cas de rigueurs' en 1986
- La création de l'IFA en 1983
- La réforme de l'IFA de 1992
- La réforme de l'IFA, devenu l'INAP en 1999
- L'abolition de la péréquation des pensions en 1995
- La grève du 21 juillet 1998 lors de l'abolition du régime de pension statutaire
- La réforme du statut du fonctionnaire de 2003
- La révision des traitements en suspens
- La participation aux négociations des différents accords salariaux

En cette année d'anniversaire l'AGC continue à militer en faveur d'une formation de niveau 'Bachelor', revendication de longue date, refusée tant de fois par les différents

gouvernements. Jamais auparavant le moment était plus propice pour légiférer dans ce sens, dans l'intérêt du service public.









Sources:

¹ Publication à l'occasion du 70^e anniversaire du Syndicat des cadres des contributions

Archives de M. Pierre Trausch

Archives du Syndicat des cadres des contributions

Archives de l'Association générale des cadres

Assemblée générale 2005:

Pour une extension de la formation des rédacteurs !



Le secrétaire général Thierry Ries a présenté le rapport d'activité détaillé de l'année écoulée en insistant particulièrement sur l'importance et la nécessité d'un relèvement du niveau d'études requis pour l'accès à la carrière du rédacteur. Il a souligné que face aux exigences croissantes d'une administration publique performante, une extension de la formation des futurs rédacteurs devient incontournable.

C'est le mot d'ordre résumant le discours de l'Association Générale des Cadres (AGC) qui avait convié ses membres à son assemblée générale annuelle le 10 mars 2005. Dans son allocution, le président Fernand Muller a évoqué certains sujets du programme gouvernemental, dont la révision de la structure des traitements, annoncée par le gouvernement. En ce qui concerne la carrière du rédacteur, il a martelé que le moment est venu pour - enfin - mettre en œuvre l'extension de la formation, et ceci compte tenu d'une situation économiquement et politiquement des plus propices. Pour ce qui est de la révision de la structure des traitements, l'un des rares points concrets annoncés par le Gouvernement, il a mis en garde contre toute tentative favorisant l'une ou l'autre carrière au détriment de la carrière du rédacteur, alors que les exigences professionnelles de celle-ci ont connu une évolution sans pareil au cours des dernières décennies.

L'accession au poste de secrétaire général de la CGFP de M. Romain Wolff a été saluée par l'assemblée générale et le comité de l'AGC entend lui apporter appui et solidarité.

Le trésorier Claude Stephany a présenté les comptes de l'exercice 2004. Suite aux rapports des réviseurs de caisse, l'assemblée générale lui a donné décharge. Au vu d'une situation financière équilibrée, le montant de la cotisation reste inchangé pour l'année 2006.

Avec la création de l'Université de Luxembourg, l'AGC plaide en faveur d'une formation universitaire de trois années, de préférence à la Faculté de Droit, d'Economie et de Finances. L'introduction d'un nouveau cycle d'études, sanctionné par un diplôme de "bachelor" académique en sciences économiques et administratives, encourage le comité de l'AGC à poursuivre de façon plus concrète sa revendication de longue date. Afin d'étayer ses doléances, le comité de l'AGC a remis un mémoire motivé et actualisé au nouveau Ministre de la Fonction publique tout en sollicitant une entrevue.

Face à une éventuelle révision de la structure des traitements, le secrétaire général a exprimé son désaccord avec le texte figurant dans le programme gouvernemental. D'après ledit texte, celle-ci se limiterait à des redressements ponctuels du barème, devenus nécessaires en cas de changements importants en ce qui concerne les critères traditionnels de la classification des fonctions: études, responsabilité, attributions et sujétions particulières.

En conclusion, le comité de l'Association Générale des Cadres a constaté que l'Etat ne procède actuellement à aucun engagement de nouveaux rédacteurs et recourt régulièrement au recrutement interne afin de pourvoir des vacances de postes. Il invite donc les futurs détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires à entamer des études universitaires en attendant des jours meilleurs !

Un « bachelor » pour les rédacteurs !



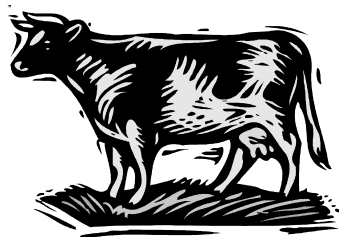
En date du 14 avril 2005, le bureau exécutif de l'Association générale des cadres (AGC/CGFP) a été reçu par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Le sujet principal de l'entrevue a été la formation des futurs rédacteurs dans l'administration publique. Dans son mémoire motivé l'AGC revendique une formation allongée de 3 années d'études post-secondaires, sanctionnée par un diplôme de « bachelor » soit de l'Université du Luxembourg, soit d'une université étrangère. L'AGC insiste sur le fait que pour être à la hauteur des exigences du travail administratif quotidien, les rédacteurs nécessitent une formation post-secondaire ciblée avant tout sur les branches économie, droit, gestion, comptabilité et finances publiques, sans pour autant exclure d'autres formations sanctionnées par un diplôme de « bachelor ». Conformément au profil de recrutement du statut du fonctionnaire, les administrations auront dès lors le choix de recruter les candidats-rédacteurs

correspondant au mieux à leurs besoins spécifiques de formation.

Conscient du problème de la formation des rédacteurs, le Ministre estime qu'une réflexion y relative pourrait s'avérer utile. Le Ministre a également mis en évidence la nécessité d'introduire pour le recrutement dans la fonction publique les diplômes prévus dans le cadre de la Déclaration de Bologne, étant donné qu'à l'heure actuelle ces diplômes (bachelor, master, doctor) n'ont pas de corollaire précis au niveau de l'Etat luxembourgeois.

En comptant sur une réponse positive de la part du Ministre de la Fonction publique, les responsables de l'AGC profiteront des mois à venir pour recueillir des informations supplémentaires quant aux différentes formations de « bachelor » offertes par l'UdL et ce au fur et à mesure de la concrétisation des voies de formation, dont p. ex. les sciences économiques et de gestion, ainsi que l'informatique.

Vaches à lait



Vous vous souvenez sans doute de l'année 2002 qui reste gravée dans toutes les mémoires en raison de l'introduction de l'Euro et aussi de la baisse substantielle du tarif de l'impôt. Or depuis le 1^{er} janvier 2002 le tarif de l'impôt sur le revenu n'a plus bougé et l'effet bénéfique de ladite réforme fiscale, est absorbé. Les prix à la consommation pourtant ne cessent de grimper, un phénomène qui ne vous a pas échappé depuis l'introduction de l'Euro et le Statec a relevé les taux d'inflation annuels suivants:

2002 2,1%
2003 2,0%
2004 2,2%
2005 2,4% (au 1^{er} mai)

Au lieu d'adapter le barème de l'impôt au coût de la vie le gouvernement fait encaisser le beurre et l'argent du beurre. Et ce, grâce au texte très astucieux de l'article 125 LIR, introduit en catimini il y a neuf ans déjà. Jugez vous-même !

Ancien texte: *Lorsque la moyenne des indices pondérés des prix à la consommation des six premiers mois d'une année accuse, par rapport à la moyenne des indices des six premiers mois de l'année précédant l'entrée en vigueur du tarif, une variation de cinq pour cent au moins, le gouvernement proposera au Grand-Duc d'inclure dans le projet de loi budgétaire pour l'exercice suivant un projet de tarif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques révisé en raison de la*

variation de l'indice pondéré des prix à la consommation (...)

Nouveau texte introduit au 1^{er} janvier 1996: *Lorsque la moyenne de l'indice des prix à la consommation des six premiers mois d'une année accuse par rapport à la moyenne de l'indice des prix des six premiers mois de l'année précédente une variation de 3,5 pour cent au moins, le tarif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques applicable à compter de l'année d'imposition suivante est à réviser en raison de la variation de l'indice des prix constatée. A cette fin le Gouvernement soumettra à la Chambre des Députés le projet du tarif de l'impôt dûment adapté.*

(Si vous ne comprenez pas les textes à la première lecture, veuillez recommencer s.v.p. !)

En clair cela signifie que le gouvernement n'est plus jamais obligé d'adapter le tarif de l'impôt au coût de la vie, car chaque année le compteur de la variation des prix redémarre à zéro.

Sous ces auspices il n'est donc pas étonnant que les recettes budgétaires provenant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (retenue sur traitements et salaires comprise) a connu une croissance vertigineuse depuis 2002.

2002: 1.391,60 millions d'Euros
2003: 1.477,10
2004: 1.628,94
2005: 1.750,00

(suivant budget de l'Etat)

(Source: Rapports d'activité de l'ACD)

Comme cette manne ne provient guère de l'imposition du forfait d'éducation (Mammerent), principale source de nouveaux dossiers fiscaux, force est de constater que les personnes physiques sont devenues les nouvelles vaches à lait du gouvernement.

INFORUM

Comité de rédaction

Romain KINTZINGER

Romain KREMER

Fernand MULLER

Pierrat REDING

Marc REINERT

Thierry RIES

Claude STEPHANY

Lo WEBER

B.P. 665 - L-2016 Luxembourg

La reproduction d'articles, même par extraits,
n'est autorisée qu'en cas d'indication de la source.

LUXEMBOURG-
GARE
PORT PAYÉ
P/S 056

Faut-il rappeler que les personnes physiques supportent aussi la TVA, l'autre grande recette du budget de l'Etat.

Nos gouvernants vont-ils renvoyer aux calendes grecques l'adaptation du barème et nous annoncer plus tard, tambours battants, une nouvelle réforme fiscale pour nous rendre ce qu'ils ont pris de trop depuis des années?

A un moment où les discussions exhortant une nouvelle baisse des taux de l'impôt sur le revenu des collectivités vont bon train, il s'agit de rééquilibrer la charge fiscale en modifiant le texte hypocrite de l'article 125 LIR afin de permettre une adaptation au coût de la vie du barème de l'impôt de 2006.

Le Persifleur

Net vergiëssen !!

**Den 8. Juli 2005,
feiert d'A.G.C. am Hotel Sheraton
hiren 30. Gebuertsdag.**

**Umellen kënt Dir lech beim
thierry.ries@ename.lu**